

HOTEL MATIGNON
Monsieur Edouard PHILIPPE
57 rue de Varenne
75700 PARIS SP 07

Nos réf. : 1705123D

Lyon, le 29 mai 2017

Objet : Demande d'audience

Monsieur le Premier Ministre,

Vous avez été nommé le 15 mai 2017 en qualité de Premier Ministre. Je tenais, au nom du Bureau national et de nos adhérents, à vous en féliciter très sincèrement. L'Association des Maires Ruraux de France, dans les circonstances inédites qui ont fixé le cadre de cette élection présidentielle, a publiquement appelé à voter pour le Président de la République qui vous a nommé, rompant très clairement une tradition ; Ce qui a pu être reproché à notre association. Nous avons précisé qu'il ne s'agissait en rien d'un blanc-seing.

Les premiers pas de votre fonction nous amènent à nous exprimer très simplement. Les élus et les territoires ruraux ont envoyé une nouvelle fois un message très clair lors de l'élection présidentielle. Or les éléments rendus publics à ce jour ne sont pas de nature à dissiper le fort mécontentement des ruraux, ni à inverser le sentiment d'abandon en un mouvement d'espérance. Le slogan présidentiel sur les affiches de campagne était - Ensemble, la France ! - il semble que cela soit – Ensemble, mais sans les ruraux. Les premières mesures annoncées pour figurer à l'agenda parlementaire sont sans doute éminemment importantes : moralisation de la vie politique, réforme du code du travail, prolongement de l'état d'urgence.... Mais rien d'équivalent n'a été annoncé au sujet de l'équilibre des territoires ou d'actions très concrètes visant à rompre la machine infernale de la concentration. Je peux citer parmi d'autres, la question cruciale de l'accès aux soins, l'avenir de l'école rurale, la mobilité...

Nous exprimons de vives inquiétudes qui nous permettent de vous alerter d'un risque majeur d'exaspération des élus eux-mêmes. Les propos de campagne électorale sur la question sensible des communes - de l'architecture territoriale - de la ruralité, ont été plus que faibles. Les évocations des enjeux des candidats n'ont pas révélé d'attention ni même de compréhension particulière sur ces sujets.

La composition de votre gouvernement et son environnement proche nous laissent craindre que la haute-administration renforce encore sa prévalence sur la vision qui servira à fixer le cadre des décisions de l'Etat dans les années à venir, ne rompant en rien avec la pratique que nous avons connu ces dernières années (décisions hors-sol, réduction des moyens financiers, de l'autonomie locale et fiscale, injustice notoire de la DGF...).

Nous pensons que la politique est aussi une affaire de symbole. Force est de constater qu'en la matière, il n'y a eu aucun signal envoyé. Sur la forme, nous observons que les mots « rural », « aménagement » et « équilibre du territoire » n'apparaissent pas. Or, pour qu'une attention, une idée, un projet... existe et soit reconnu, encore faut-il commencer par le (la) nommer ! Excepté l'évocation brève dans le discours d'investiture du Président de la République de la nécessité de travailler sur la réalité d'un territoire fracturé. C'est bien, mais largement insuffisant. Cette question est sans doute la charge de l'un des dossiers les plus complexes et fondamentaux du quinquennat. Et ce, malgré l'absence d'intérêt du monde médiatique pour ce sujet. Ce trop grand désintérêt, partagé malheureusement par un grand nombre d'acteurs de notre vie politique, conduit progressivement le pays vers une fracture politique dont vous mesurez, scrutin après scrutin, la réalité dans les urnes. Nous en jugeons au regard de l'expérience de notre réseau d'adhérents.

L'observation objective de la situation en milieu rural ainsi que l'analyse des politiques des derniers quinquennats en matière de politique territoriale - que ce soit en termes de développement rural, d'équilibre territorial ou de réforme de notre architecture territoriale - nous font craindre que le concept de « cohésion territoriale » soit assez proche du concept « d'égalité des territoires » du gouvernement précédent. Nous savons désormais que ce fut une impasse dans l'action publique, loin de répondre aux défis mis en lumière par tous les acteurs, en particulier ruraux.

Nous vous souhaitons de réussir là où vos prédécesseurs ont échoué. Notre pays n'a plus le choix. La politique en matière d'aménagement et de développement équilibrés de l'ensemble du territoire national tout comme la solidarité entre les territoires sont essentiels. Il est plus que temps, vis-à-vis de la ruralité, de sortir d'une relation proche de la « politique de coopération décentralisée » comme la France peut la mener avec des pays amis.

Oui, les territoires ruraux méritent mieux que l'étouffoir institutionnalisé. Oui, les territoires ruraux exigent que soit reconnu leur extraordinaire potentiel et ils sont disposés à accueillir les investissements pour l'avenir du Pays.

Nous sommes disponibles et ouverts à l'idée de vous faire part de nos propositions en vue de renforcer la cohésion entre les territoires. Non seulement en réduisant les inégalités entre citoyens et territoires, mais en ouvrant une page nouvelle de l'acceptation de la notion de ruralité.

L'enjeu des services publics est également majeur. Nous sommes déjà engagés sur ces dossiers et nous souhaitons poursuivre le travail de redéfinition de la politique d'implantation et de modernisation des administrations et des services publics dans la perspective d'un aménagement équilibré du territoire. Le rôle singulier comme le maillage exceptionnel des mairies nous amènent à proposer d'en faire les points d'entrée pour tous les citoyens. Ils l'exigent. Votre gouvernement doit nous y aider, y compris dans la dimension numérique avec l'émergence de la « Mairie numérique » pour laquelle les Maires ruraux doivent être accompagnés.

Voici quelques chantiers majeurs que nous souhaitons voir pris à bras le corps pour que notre pays évite l'impasse qui vise à poursuivre, voire amplifier, comme peuvent nous le faire craindre la création d'une compétence sur le développement des métropoles, la priorisation du développement des seuls territoires urbains, sans équivalence pour les territoires ruraux. L'hyper concentration que nous connaissons coûte très cher au pays sur le plan humain, financier, en matière sociale, sociétale, de santé...

Il est primordial de donner aux ruraux le signal qu'ils attendent. Changer le regard commun sur la Ruralité est le préalable indispensable au renforcement de la crédibilité de l'action publique et donc de la confiance.

Notre association s'inscrit, aux côtés et au service des maires, dans une relation de coopération et de confiance avec l'Etat.

Compte tenu des termes de l'échange avec vos ministres, il nous serait agréable de pouvoir vous rencontrer très vite afin que les feuilles de route sanctionnées par la confiance que vous sollicitez auprès de la nouvelle Assemblée intègrent des actions fortes proposées par l'AMRF. Nous restons à votre disposition pour les évoquer ensemble dans les prochains jours.

Je souhaiterais que notre Bureau national puisse s'entretenir très rapidement de ces sujets avec vous, et sollicite pour cela une entrevue au nom des Maires ruraux de France.

Je vous prie de croire, Monsieur le Premier Ministre, à l'expression de notre très haute considération.



Vanik BERBERIAN
Président